

est très importante et qu'elle aura des incidences financières si elle est examinée à la session d'été.

49. M. HARRIMAN (Nigéria) voudrait savoir si, en général, les questions dont l'examen bénéficierait le plus de la participation des représentants des organes fixés à Genève et à Vienne ne pourraient pas être examinées à la session d'été et si les questions pour lesquelles cette participation ne présente pas d'intérêt particulier ne pourraient pas être inscrites à l'ordre du jour de la session de printemps. A ce propos, il estime que les questions relatives à l'assistance à

l'Angola, au Cap-Vert, aux Comores, au Mozambique, à Sao Tomé-et-Principe et à la Zambie devraient être inscrites à l'ordre du jour de la session de printemps.

50. M. KINSMAN (Canada) dit que sa délégation se félicite du projet de programme de travail de base (E/5900) et espère que le Conseil sera en mesure de l'examiner très rigoureusement bien que les délégations n'en aient reçu communication que tout récemment.

*La séance est levée à 13 h 5.*

## 2040<sup>e</sup> séance

Mercredi 12 janvier 1977, à 16 h 15.

*Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).*

E/SR.2040

### POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Election des membres du Bureau (*fin*)

1. Le **PRESIDENT** note que, conformément à l'article 18 du règlement intérieur, le Conseil est tenu d'élire quatre vice-présidents. Il a été informé que, sur la base de consultations officieuses entre les groupes régionaux, les candidatures de MM. Rafael Rivas (Colombie), Ole Ålgård (Norvège), Abdalla Maghoub (Soudan) et Mehdi Ehsassi (Iran) avaient été proposées aux postes de vice-présidents pour 1977.

*M. Rafael Rivas (Colombie), M. Ole Ålgård (Norvège), M. Abdalla Maghoub (Soudan) et M. Mehdi Ehsassi (Iran) sont élus vice-présidents par acclamation.*

### POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Rapport des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination (E/5892)

2. Le **PRESIDENT** rappelle que, dans sa décision 199 (LXI) du 15 novembre 1976, le Conseil a décidé d'examiner en détail à sa session d'organisation pour 1977 le rapport du Président du CPC et du Président du CAC sur les réunions communes de ces comités (E/5892), compte tenu des observations formulées à son sujet à la reprise de la soixante et unième session, en vue d'arriver à des conclusions précises qui permettraient d'orienter les travaux du CPC, du CAC et de leurs réunions communes.

3. M. KJELDGAARD (Danemark), parlant également au nom de la délégation norvégienne, note que, comme il ressort du paragraphe 19 du rapport sur les réunions communes (E/5892), les membres du CPC estiment que l'action des organisations se caractérise toujours par une incroyable dispersion des efforts et que les conflits de compétence absorbent encore une trop grande part du temps des secrétariats et des organes directeurs, exploitant parfois les faiblesses de la coordination sur le plan national.

Les délégations norvégienne et danoise considèrent que cette remarque offre une bonne base pour l'évaluation du rapport.

4. Les deux délégations souscrivent aux conclusions énoncées au paragraphe 42 du rapport. En ce qui concerne les réunions communes proprement dites, les deux délégations partagent l'opinion du Secrétaire général selon laquelle les participants ont parfois quitté les réunions avec le sentiment qu'on n'avait pas mis à profit l'occasion ainsi offerte d'accomplir un travail positif. Elles approuvent donc très chaleureusement les propositions tendant à améliorer la préparation des réunions. Elles continuent à croire qu'on obtiendrait les meilleurs résultats possibles en préparant convenablement chaque année une seule série de réunions à Genève, qui aurait lieu après la session du CPC et juste avant la session d'été du Conseil.

5. Les deux délégations estiment également que c'est seulement en faisant examiner le budget-programme et le plan à moyen terme par un organe subsidiaire comme le CPC et en lui faisant étudier à fond les divers programmes que le Conseil pourra s'acquitter de ses responsabilités. C'est compte tenu de ces considérations que le CPC s'est vu confier son nouveau et vaste mandat. Le CPC sera maintenant appelé non seulement à coordonner l'exécution des programmes approuvés, mais aussi à entreprendre un effort systématique en vue d'intégrer les contributions des organisations au stade de l'établissement des plans et d'encourager une action concertée au stade de l'exécution. Etant donné que le CPC doit avoir à cette fin l'appui et la coopération sans réserves du CAC, les deux délégations nordiques souscrivent totalement aux diverses propositions visant à améliorer la coopération entre le CPC et le CAC et, en particulier, à celle qui prévoit que le Président du CPC pouvait assister en qualité d'observateur aux réunions pertinentes du CAC.

6. En conclusion, M. Kjeldgaard souligne que le Secrétaire général, en sa qualité de président du CAC, devrait jouer pleinement le rôle de coordination qui lui a été confié en vertu de la Charte des Nations Unies.

7. M. KINSMAN (Canada) dit que, de l'avis général des autorités canadiennes, le CAC devrait, chaque fois que possible, décrire explicitement les conflits qui surgissent entre les organisations, conflits dont le CPC et le Conseil devraient être informés afin qu'il puisse y être remédié.

8. La délégation canadienne croit comprendre que le CAC a reconnu que ses tâches essentielles consistent à identifier les principaux problèmes, à donner des conseils sur la meilleure façon d'utiliser les ressources des Nations Unies et à faciliter la coordination entre les organismes des Nations Unies. Cela met en évidence l'importance du courant d'informations, dont le Président du CAC a parlé lors de la dernière série de réunions communes.

9. Il ressort également du rapport que les gouvernements sont encore nombreux à avoir des réserves au sujet des séances privées du CAC. Les objectifs de la session d'organisation du Conseil pourraient fort bien être de trouver les moyens d'encourager la coopération entre le CPC et le CAC et de renforcer l'action du Conseil.

10. Le CAC semble avoir fait une plus large place à la convenance administrative des organisations qu'à certaines des questions ardues de rationalisation de la gestion qui préoccupent beaucoup le Gouvernement canadien. M. Kinsman approuve donc entièrement les observations du Président du CPC, en particulier en ce qui concerne quatre grands points. Premièrement, il faudrait que le CAC mette à la disposition du CPC un résumé des résultats de ses sessions et que le Président du CPC assiste aux séances pertinentes du CAC en qualité d'observateur. Deuxièmement, des consultations devraient avoir lieu au sujet de l'ordre du jour du CAC de façon que celui-ci puisse prêter convenablement attention aux priorités et programmes du Conseil, tels qu'ils sont établis par le Conseil lui-même. Troisièmement, M. Kinsman est d'accord pour penser que les organisations devraient mettre l'accent sur l'établissement de plans à long terme et devraient, lorsque cela est possible, procéder à l'évaluation de diverses propositions possibles, plutôt que de partir de l'idée qu'il faut agir par consensus. Quatrièmement, M. Kinsman reconnaît qu'il faudrait examiner la question des relations entre le CPC et les diverses organisations en tenant compte du mandat élargi du Comité.

11. Tout en approuvant les conclusions des réunions communes, il pense qu'elles auraient pu aller plus loin si elles avaient contenu des recommandations touchant les mesures à prendre pour suivre, si le Conseil le voulait, certaines des idées soulevées aux réunions communes. A deux reprises, le CPC a examiné des propositions officieuses du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et s'est mis à appliquer les réformes pertinentes. La délégation canadienne espère qu'un tel progrès vers la rationalisation augurera bien de l'avenir de la coordination au sein du système.

12. M. VAN BUUREN (Pays-Bas) dit que sa délégation approuve les conclusions présentées dans le rapport sur les réunions communes (E/5892), sauf la suggestion faite à l'alinéa d du paragraphe 42. Faisant des observations de caractère général sur le rapport, il note que la coordination des activités du système des Nations Unies exige une étroite coopération tant au stade de la préparation qu'à celui de

l'exécution. L'efficacité des activités de chaque organisation sera réduite si l'une quelconque des organisations essaie d'atteindre certains objectifs uniquement par des propres moyens. Par contre, cette coopération ne devra en aucune façon impliquer un mélange des responsabilités et des des différents organes.

13. Ces deux éléments fondamentaux de la coordination, à savoir la coopération et le partage des responsabilités, sont également très valables pour les travaux du CAC et du CPC. La délégation néerlandaise partage donc l'opinion selon laquelle le Président du CPC devrait participer aux sessions de printemps du CAC afin de préparer les réunions communes. Toutefois, une telle participation devrait être limitée à ces activités préparatoires et ne devrait pas entraîner la participation à l'examen d'autres points de l'ordre du jour du CAC. D'autre part, la délégation néerlandaise n'est pas favorable à l'idée que des membres du CPC participent aux réunions du CAC ou que des membres du CPC se rendent au siège d'institutions spécialisées ou d'autres organes des Nations Unies.

14. M. van Buuren relève que le rapport en discussion traduit une certaine déception devant les résultats des réunions du CAC. Cela est compréhensible, mais la délégation néerlandaise est convaincue que, si le Conseil et le CPC fonctionnaient convenablement, le renforcement du CAC s'en trouverait stimulé. Un bon moyen de renforcer le CAC pourrait donc consister à faire participer davantage les institutions au processus tendant à préparer les décisions du Conseil et, par l'intermédiaire du Conseil, de l'Assemblée générale. Se référant au paragraphe 25 du rapport, M. van Buuren souligne que les secrétariats devraient tirer pleinement parti de leurs propres prérogatives afin d'être en mesure de s'acquitter de leurs tâches.

15. La délégation néerlandaise est favorable à l'idée que le CAC adopte un système de présentation des rapports ouvert à toutes les organisations des Nations Unies. Un tel système entraînerait peut-être une meilleure compréhension et même une plus grande efficacité des activités de coordination menées sous les auspices du CAC.

16. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il partage bon nombre des vues qui ont été exprimées par les orateurs précédents. Le rapport donne des renseignements utiles sur les efforts faits pour améliorer la coordination et la coopération entre le CAC et le CPC.

17. Il est peut-être encourageant que les réunions communes semblent aller un peu au-delà du stade des discussions abstraites sur le besoin de coordination et aborder à l'examen des méthodes que l'on suggère d'adopter pour améliorer la coordination. Les perspectives seraient bien meilleures si les discussions étaient centrées sur le besoin pragmatique de renseignements et non sur les prérogatives et les droits. Le CPC continue à essayer certaines améliorations et il a certainement besoin de l'appui sans réserve de tous les membres du CAC.

18. D'une façon générale, la délégation des Etats-Unis approuve les conclusions formulées dans le rapport. Mais, comme d'autres délégations, elle a des doutes au sujet de l'alinéa d du paragraphe 42. Bien qu'elle ne soit pas opposée à l'idée d'examiner plus avant la proposition qui y figure,

elle estime que les problèmes pratiques pourraient être considérables.

19. M. Myerson espère que la prochaine série de réunions communes sera préparée bien à l'avance de manière à ce qu'on ne perde pas de temps à s'interroger sur les moyens de rendre les réunions productives.

20. M. WARSAMA (Somalie) estime que les conclusions formulées dans le rapport (E/5892) sont ce à quoi on pouvait s'attendre au minimum. Il est assez encourageant de noter, d'après le paragraphe 20 du rapport, que les membres du CAC reconnaissent que la coordination, tant au stade de l'établissement des plans qu'à celui de leur exécution, n'a pas encore atteint le niveau nécessaire. Tout comme le Secrétaire général, M. Warsama espère que le CAC et le CPC collaboreront plus étroitement que par le passé. Le CAC devrait s'intéresser de près aux activités des organisations tant au stade de l'exécution qu'à celui de la programmation et de l'élaboration des principes, puisqu'il ressort clairement du rapport qu'il y a un chevauchement des efforts au sein du système des Nations Unies.

21. Par ailleurs, la délégation de la Somalie se rend parfaitement compte que la plupart des États Membres ne savent pas exactement ce qui se passe au niveau du CAC. Il importe donc que les membres du CPC participent aux travaux du CAC à tous les stades et soient parfaitement au courant des activités des diverses organisations, lesquelles devraient mettre à la disposition du CPC des rapports analytiques et d'autres renseignements sur leurs activités.

22. M. QADRUD-DIN (Pakistan) estime que le renforcement du rôle du CPC et la question de ses relations avec le CAC devraient être considérés dans le contexte du désir qu'ont les pays en développement d'assurer que les décisions des différents organes délibérants soient interprétées correctement.

23. En ce qui concerne les réunions communes, les améliorations proposées dans le document E/5892 devraient permettre au CPC de jouer un rôle plus efficace et de rester parfaitement au courant des travaux du CAC; elles constituent donc un pas dans la bonne direction. Si la présence du Président du CPC aux réunions du CAC donne de bons résultats, de qui est fort probable, de nouvelles mesures pourront être envisagées.

24. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il est normal que le Conseil économique et social commence ses travaux de 1977 en étudiant les moyens de renforcer les consultations entre le CPC et le CAC, surtout dans le contexte de la résolution 2008 (LX) du Conseil, qui définit le nouveau mandat du CPC. Il ressort clairement de la résolution 1643 (LI) du Conseil que les relations entre le CPC et le CAC devraient être modifiées afin de permettre au CAC d'aider le Conseil à améliorer la coordination.

25. Les débats qui ont eu lieu lors des réunions communes ont montré que tous les représentants des institutions spécialisées n'étaient pas disposés à s'engager sur la voie d'une coopération accrue. Ils semblent oublier que le CAC remplit une fonction auxiliaire envers les organes intergouvernementaux, qui sont les organes directeurs du sys-

tème. Les membres du CPC ont souvent fait observer que les fonctions du CAC ne sont pas clairement définies et que, en outre, le CAC continue à trop se préoccuper de questions de fond relatives à la politique générale, empiétant ainsi sur les fonctions des organes intergouvernementaux.

26. Au cours des cinq dernières années, le système de présentation de rapports utilisé par le CAC a été considérablement amélioré, et les États Membres sont maintenant mieux informés en ce qui concerne l'ordre du jour de cet organe. Cependant, ces améliorations ne devraient être considérées que comme une première étape en vue de l'application intégrale de la résolution 1643 (LI) du Conseil.

27. Les membres du CPC ont fréquemment déploré le fait que l'on continuait à les empêcher de participer aux réunions du CAC et de ses organes subsidiaires. Ceux qui s'opposent à cette participation invoquent les arguments les plus divers pour justifier leur position. Par exemple, ils prétendent que la présence de représentants de gouvernements pourrait entraver un échange de vues sincère entre les membres du CAC, surtout lorsqu'il s'agit de questions comme la coordination des plans, des budgets et des programmes de travail. Ces arguments sont sans fondement. L'accès aux réunions du CAC des membres du CPC intéressés ne pourrait que renforcer l'autorité du CAC et favoriser une coopération plus étroite entre les deux organes.

28. La délégation soviétique considère avec beaucoup d'intérêt la proposition tendant à ce que le Président du CPC soit invité à assister aux réunions du CAC. Une telle mesure renforcerait la confiance mutuelle et l'échange de vues entre les deux organes, surtout pour les membres du CPC qui ne sont pas du tout représentés au CAC.

29. Mme DERRE (France) rappelle que la délégation française a souvent fait part de son grand intérêt pour les réunions communes. Dans l'ensemble, la délégation française est d'accord avec les vues exprimées par le Président du CPC dans sa déclaration liminaire; elle partage l'opinion du Président lorsqu'il déplore que les représentants qui assistent aux réunions communes se sentent parfois un peu frustrés, et elle espère qu'à l'avenir un climat de confiance mutuelle plus grande régnera. Chacun doit faire un effort en ce sens. Etant donné qu'il est difficile d'aborder tous les problèmes lors des séries de réunions communes qui sont traditionnellement fort courtes, il faudrait envisager d'allonger ces dernières. La délégation française peut accepter toutes les conclusions du paragraphe 42 du rapport, sauf celle qui figure à l'alinéa d. Elle ne voit aucun intérêt pratique à ce que des représentants du CPC se rendent au siège des institutions spécialisées, puisque le CPC a toujours la possibilité de demander au CAC des renseignements sur certains points lors des réunions communes. Il suffirait que le Président du CPC, en consultation avec les autres membres, choisisse les sujets à examiner lors de réunions communes.

30. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que, bien que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ne soit pas membre du CPC, il attache une grande importance à la coordination, d'autant plus qu'il s'agit d'un des principaux éléments de l'opération de

restructuration. La délégation de la République fédérale d'Allemagne estime que les réunions communes ont été utiles et devraient être maintenues. C'est pourquoi elle appuie les conclusions du document E/5892. Les réunions communes devraient avoir pour objet de susciter une compréhension mutuelle plus grande et une meilleure coordination et elles ne devraient pas entraîner la création de nouveaux mécanismes de coordination. M. York partage les doutes exprimés par certaines délégations à propos de l'alinéa *d* du paragraphe 42. L'ordre du jour des réunions communes devrait être élaboré avec plus de soin et il faudrait procéder à un examen approfondi de certaines questions minutieusement choisies, dans le but d'éliminer les doubles emplois, par exemple en ce qui concerne la portée et le mandat des conférences mondiales. La délégation de la République fédérale d'Allemagne convient également que le CPC et le CAC devraient examiner ensemble certaines questions où ils peuvent effectuer un travail utile aux stades de la programmation, de l'exécution et de l'évaluation.

31. M. ACEMAH (Ouganda) estime que les membres, ou à tout le moins le Président du CPC, devraient pouvoir assister aux réunions du CAC en tant qu'observateurs, tout comme les membres du CAC assistent aux réunions du CPC.

32. Les objectifs des réunions communes doivent être définis plus explicitement et, comme l'indique le paragraphe 42 du rapport, il est nécessaire de les préparer mieux et d'établir avec soin leur ordre du jour si l'on veut renforcer leur rôle. Les réunions communes ne devraient pas servir de tribune aux chefs des institutions spécialisées pour leur permettre de relater en détail les activités de leur organisation, comme cela a été le cas dans une certaine mesure lors de la dernière série de réunions. Il existe déjà des instances appropriées où les chefs des institutions spécialisées peuvent rendre compte annuellement de leurs travaux.

33. M. Acemah appuie les conclusions du paragraphe 42 et espère que la prochaine série de réunions communes contribuera encore à la réalisation du mandat original des réunions tel qu'il a été fixé par le Conseil dans sa résolution 1090 G (XXXIX).

34. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que sa délégation ayant déjà exprimé ses vues sur le fond du rapport à la reprise de la soixante et unième session, elle se limitera maintenant à faire des suggestions sur la manière dont le Conseil pourrait prendre note du rapport. Le Conseil pourrait prendre une décision sur la base du paragraphe 42, même si certaines réserves ont été exprimées à propos de certains alinéas. L'alinéa *a* pourrait être rendu plus précis en y mentionnant le fait que les réunions communes devraient avoir lieu avant la session d'été du Conseil. L'alinéa *d* devrait également être revu, car il ne reflète pas entièrement la proposition telle qu'elle a été discutée aux réunions communes; M. Marshall croit comprendre que l'idée originale était que les membres du CPC soient en mesure d'avoir des consultations avec de hauts fonctionnaires des institutions spécialisées. Etant donné que le Conseil pourra reprendre l'examen du rapport à sa soixante-troisième session, il voudra peut-être faire consigner son intention d'accorder une attention particulière au rapport à ce moment-là.

35. M. CARANICAS (Grèce) dit que, à son avis, il ne faut pas attendre trop des réunions communes, dont la durée limitée ne permet qu'un examen superficiel des documents. M. Caranicas convient que les réunions devraient avoir lieu juste avant la session d'été du Conseil. Cependant, s'il y a absence de dialogue, non seulement aux réunions communes, mais aussi pendant le reste de l'année, il ne serait pas réaliste de s'attendre à de grands progrès. En ce qui concerne l'alinéa *d* du paragraphe 42, M. Caranicas ne comprend pas pourquoi il a été proposé que des représentants du CPC se rendent au siège des institutions spécialisées, alors que l'on peut demander aux représentants de ces organisations d'assister aux réunions du CPC. M. Caranicas voudrait savoir si le représentant de l'OMS pourrait expliquer pourquoi une procédure aussi coûteuse a été proposée.

36. Mme KALM (Organisation mondiale de la santé) dit que le paragraphe 35 du rapport donne des indications sur le contexte dans lequel le Directeur général de l'OMS a fait sa proposition. Cette proposition visait non pas à remplacer la procédure habituelle, mais bien à offrir de nouvelles possibilités de communication. Mme Kalm a pris note des observations faites par les membres du Conseil, et elle peut leur donner l'assurance que l'OMS est prête à coopérer par tous les moyens.

37. M. CARANICAS (Grèce) doute que le fait de se rendre dans les institutions spécialisées puisse produire des résultats appréciables, et il se demande quels représentants seraient autorisés à se rendre dans ces organisations. En outre, d'autres organisations devraient être consultées au sujet de cette proposition. M. Caranicas doute que cette proposition soit réalisable en pratique.

38. Le PRESIDENT propose que le Conseil approuve les conclusions figurant au paragraphe 42 du document E/5892 compte dûment tenu des observations faites au cours des débats sur la question.

39. M. MARSHALL (Royaume-Uni) estime que le Conseil devrait aller plus loin et devrait élaborer un texte qui serait distribué aux membres du CPC et du CAC afin de leur faire part de ses observations sur la question.

40. M. CARANICAS (Grèce) demande au Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination de donner au Conseil certaines orientations au sujet de la décision qu'il devrait prendre.

41. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination) dit que les observations qui ont été faites à la présente séance donnent une orientation suffisante en ce qui concerne la manière dont il faudrait aborder les réunions communes. La prochaine série comprendra trois réunions, et les membres seront donc moins pressés par le temps qu'à la série précédente. Les réunions auront lieu les 4 et 5 juillet, juste avant le début de la session d'été du Conseil, et l'ordre du jour sera établi en coopération étroite avec le Président du CPC.

42. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, si le Conseil se borne à prendre note des conclusions du document E/5892, la délégation soviétique n'y verra aucune difficulté. Si, toutefois, le Conseil

décide de les approuver, la délégation soviétique souhaiterait qu'il soit officiellement noté qu'elle n'est pas d'accord avec toutes les conclusions. En particulier, elle désire exprimer une réserve au sujet de l'alinéa *d* du paragraphe 42, qui impliquerait l'utilisation d'une procédure excessivement compliquée et coûteuse. Il faut tenir compte des incidences financières des conclusions.

43. Le **PRESIDENT** propose que le Conseil prenne note des conclusions figurant dans le rapport du Président du

CPC et du Président du CAC sur les réunions communes de ces comités (E/5892), compte pleinement tenu des observations qui ont été faites à leur sujet.

*Il en est ainsi décidé [décision 208 (ORG-77)].*

44. Le **PRESIDENT** déclare que le Conseil a ainsi terminé l'examen du point 5 de l'ordre du jour.

*La séance est levée à 17 h 30.*

## 2041<sup>e</sup> séance

Judi 13 janvier 1977, à 11 h 15.

*Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).*

E/SR.2041

### POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire (E/L.1742)

1. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) présente, au nom du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, l'extrait du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire (E/L.1742) et appelle l'attention du Conseil sur les trois recommandations que le Comité a formulées aux alinéas *a* à *c* du paragraphe 1 et sur les autres dispositions proposées à l'alinéa *d*. Après avoir lu une correction à apporter au texte de l'alinéa *d* consistant à supprimer les mots "le troisième rapport intérimaire du Secrétaire général (E/C.7/61), ainsi que", M. Cordovez note que le Comité souhaite également porter à l'attention du Conseil certaines questions qui sont exposées au paragraphe 2 du rapport.

2. M. ROUGE (France) déclare que sa délégation entend formuler quelques observations générales sur la préparation de la Conférence sur l'eau, notamment sur les travaux effectués par le Comité des ressources naturelles en tant que Comité préparatoire de la Conférence, et considérer quels sont les enseignements à tirer de l'expérience acquise lors de cette préparation. Le Conseil est saisi du rapport d'un organe subsidiaire, à savoir le Comité des ressources naturelles, et est donc habilité à prendre certaines mesures. Sans lui consacrer trop de temps et sans entrer dans le détail des questions de fond, le Conseil devrait étudier ce rapport et se pencher sur une plus vaste question : le fonctionnement de l'ensemble du système des Nations Unies. M. Rougé indique à cet égard que sa délégation accueillera avec intérêt les observations des autres membres du Conseil.

3. La délégation française s'inquiète de la lenteur avec laquelle progressent les préparatifs de la Conférence. A cinq semaines seulement de l'ouverture de la Conférence, le Comité n'a toujours pas été en mesure de convenir de ses objectifs et certains documents importants n'ont pas été distribués en temps voulu pour pouvoir faire l'objet d'un examen attentif. M. Rougé prie instamment le Président du Conseil de faire part au Secrétaire général de la Conférence

sur l'eau des inquiétudes que ces lacunes inspirent à la délégation française et à d'autres délégations. Il espère que la Conférence pourra éviter de consacrer trop de temps à des questions qui ont été insuffisamment préparées. La méthode appliquée pour élaborer le document récapitulant les mesures recommandées (E/C.7/L.52 et Add.1) – qui consiste à demander aux organismes régionaux d'étudier le problème et de présenter des rapports au Secrétariat central – est un excellent modèle pratique. Le document aidera la Conférence sur l'eau à prendre des décisions importantes et des mesures efficaces.

4. Les questions concernant l'eau mettent en jeu tous les aspects du système des Nations Unies, et le Conseil a un rôle particulièrement important à jouer dans la coordination des activités du secteur de l'eau à l'échelle du système. Le Conseil aura un rôle non moins important à jouer après la Conférence, lorsqu'il s'agira de répartir les diverses activités découlant de la Conférence entre les organismes compétents du système.

5. Enfin, le Comité préparatoire n'ayant pas réussi à s'entendre sur une question aussi essentielle que la formulation des objectifs de la Conférence, il serait bon que le Conseil étudie les avantages et les inconvénients qu'il y a à organiser de grandes conférences mondiales au lieu d'utiliser les instances internationales existantes.

6. M. CZARKOWSKI (Pologne) dit que sa délégation approuve dans l'ensemble les activités entreprises pour préparer la Conférence des Nations Unies sur l'eau et appuie les recommandations formulées au chapitre premier du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire (E/L.1742). En ce qui concerne la documentation, la situation semble satisfaisante, mais la délégation polonaise craint qu'elle ne le soit moins en ce qui concerne les dispositions institutionnelles et le programme d'action. Les problèmes qu'a suscités l'examen par le Comité du document récapitulant les mesures recommandées (E/C.7/L.52 et Add.1) indiquent que la préparation a été insuffisante, ce qui entraînera des retards, notamment dans le domaine de l'instauration d'une coopération internationale dans le secteur de l'eau. Il faudra